

## Séquence 3 : 1944 – 1980, la vie politique, culturelle et sociale de la République française

*Compétences travaillées* : **Comprendre un document** : Extraire des informations pertinentes pour répondre à une question ; Classer des informations, mettre en relation différents documents (compléter un tableau ou confronter des documents) ; **Pratiquer différents langages** : Ecrire, argumenter pour exprimer sa pensée (écrire un court texte en 6e / 5e et s'initier au développement construit en 3e / 4e) ; S'appropriier le vocabulaire adapté en H-G/EMC (définitions, notions clefs) ; Réaliser ou compléter des productions graphiques (cartes, schémas, croquis, carte mentale ...). Histoire : Se repérer dans le temps : construire des repères historiques. **Raisonner** : Construire une réponse cohérente, un récit en Histoire ou en Géographie (écrire une phrase ou un texte de manière cohérente).

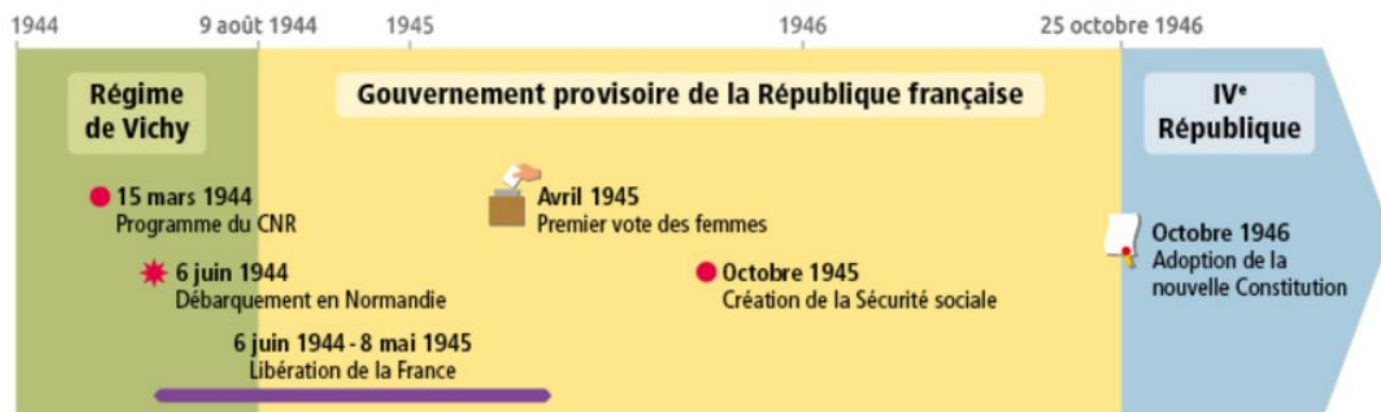
### Intro

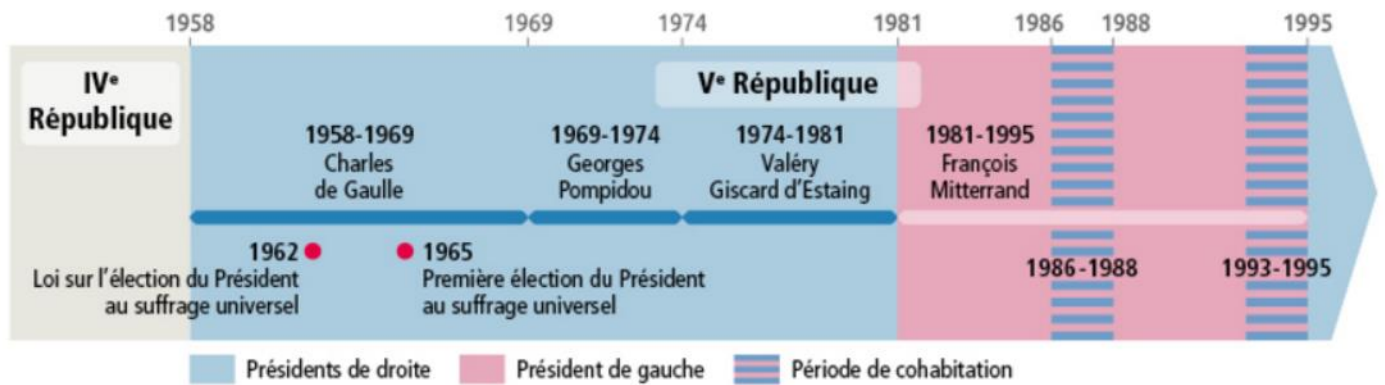


Charles De Gaulle débarque le 14 juin 1944 en Normandie. Il est le chef de la Résistance française.

## PBM : Comment la République française se renouvelle puis évolue avec la société entre 1944 et les années 1980 ?

### I. La chronologie de 1944 aux années 1980





## II. 1944 – 1947 : Refonder la République et redéfinir la démocratie

### 1) Le programme du CNR

Depuis 1943, la **Résistance** est unifiée autour du Général De Gaulle, grâce à l'œuvre de Jean Moulin. Les FFI et les FFL combattent les forces allemandes. En mars 1944, le **Conseil National de la Résistance** se réunit clandestinement pour adopter les mesures à appliquer lors de la libération du territoire français.

Ce programme prévoit plusieurs points, tels que le rétablissement des libertés (presse, expression, conscience), de l'égalité entre toutes et tous et le suffrage universel. Des mesures sont décidées : sur le plan économique, la nationalisation (appropriation par l'Etat d'une entreprise) des moyens de productions d'électricité, du gaz ou des mines, ou encore une planification pour relancer l'économie de la France ruinée par la guerre ; sur le plan social, la création de la sécurité sociale, la retraite ou le chômage.

Ces mesures ont pour but de restaurer la République et la démocratie en France.

### 2) Le vote des femmes

Alors que la France n'est pas encore libérée, le Général De Gaulle publie une ordonnance (document à caractère législatif utilisé par le pouvoir exécutif) le 21 avril 1944. Les Françaises qui n'ont jamais voté jusqu'alors, reçoivent le droit de vote. La guerre en Europe approchant à sa fin, des élections municipales sont organisées. Elles peuvent exercer ce droit pour la première fois lors des élections municipales du 29 avril 1945. Elles représentent 62% de l'électorat de ce scrutin universel et mixte.

### 3) Refonder la république

Le 9 août 1944, alors que la France est en train d'être libérée, le Général De Gaulle publie une ordonnance (document à caractère législatif utilisé par le pouvoir exécutif) qui instaure le Gouvernement Provisoire de la République Française (GRPF). De Gaulle cherche à donner une légitimité à son action face aux alliés, ce qui intervient en octobre 1944.

Alors que des cours de justice sont chargées de l'épuration, en jugeant toutes les personnes ayant collaboré avec les Allemands pendant l'Occupation, les GRPF organise des élections législatives en octobre 1945. Une Assemblée constituante est élue avec pour majorité les partis engagés dans la Résistance, le Parti communiste et la SFIO (Section Française de l'International Ouvrière) à gauche et le MRP (Mouvement Républicain Populaire) au centre. Cette assemblée a pour tâche de rédiger une nouvelle constitution.

#### 4) Obtenir une nouvelle constitution

La recherche d'une **nouvelle constitution** se fait contre les idées de **De Gaulle qui veut un président de la République avec un pouvoir fort**. En janvier 1946, face aux refus du GPRF, **il démissionne**. En juin 1946, il prononce un **discours à Bayeux** (Normandie) pour exprimer de nouveau ses idées, en vue du **référendum d'octobre 1946** sur une **nouvelle constitution rédigée par l'Assemblée**. Cette nouvelle constitution est **adoptée en octobre 1946**. Elle confère des droits issus des idées du CNR et restaure la république en France. Mais le **président de la république, élu par le Parlement** (Assemblée Nationale + Conseil de la République), a un **très faible pouvoir** (doc 2 p185).

### **III. La Ve République, des années gaulliennes à la cohabitation (1958 - années 1980)**

#### 1) Un pouvoir fort avec des institutions réglées

En pleine crise provoquée par la **Guerre d'Algérie** (voir H6) depuis 1954, la **IVe République est fragilisée**. Le comité de salut public de mai 1958 appelle le Général de Gaulle à revenir au pouvoir. Nommé **président du conseil** le 13 mai 1958 et obtenant les **pleins pouvoirs de l'Assemblée nationale** début juin 1958, De Gaulle retrouve le pouvoir pour régler la question algérienne. Proclamant « Je vous ai compris » à Alger le 4 juin 1958, il veut **doter la France de nouvelles institutions et d'une nouvelle constitution**.

Confiée notamment à Michel Debré, un collaborateur de De Gaulle, la **Constitution est rédigée et adoptée par référendum le 28 septembre 1958**, faisant naître la Ve République. Le **texte se base sur les idées de De Gaulle**, exprimées lors du **discours de Bayeux** (1946).

Le **président possède un pouvoir plus fort** et est élu pour 7 ans, indépendant du Parlement. Le **pouvoir exécutif est partagé avec un premier ministre**, pouvant être **renversé par l'Assemblée nationale**. On parle de régime **semi-présidentiel**, car le pouvoir exécutif est partagé et une partie soumise au pouvoir législatif.

#### 2) Le référendum et les élections présidentielles

Entre 1958 et 1969, les **référendums sont utilisés par De Gaulle pour connaître l'opinion des Français**. **Se voulant proche et visible des citoyens**, De Gaulle est présent dans des **bains de foule**, au cours **d'allocutions** télé ou radio, de conférences de presse et utilise à de nombreuses reprises le **référendum**.

En ce sens, pour **renforcer le pouvoir du président de la République**, il propose de faire **élire le président au suffrage universel direct en 1962**. En 1965, les élections ont lieu. De Gaulle espérait être élu au 1<sup>er</sup> tour, mais termine en ballottage (pas de majorité absolue), il **gagne au 2<sup>e</sup> tour** face à François Mitterrand.

En **mai 1968, des grèves et des manifestations** paralysent la France. Les étudiants réclament plus de liberté d'expression et les ouvriers les rejoignent, voulant des hausses de salaire. Fin mai 1968, après plusieurs semaines de manifestation et de barricades à Paris, le **Général de Gaulle dissout l'assemblée nationale**. En juin 1968, les élections donnent la majorité absolue, favorable au Général de Gaulle.

En **1969**, se sentant désavoué par la crise de mai 68, de Gaulle organise un référendum sur la régionalisation (instauration des régions qui n'existaient pas). Le *Non* l'emporte et le **président démissionne**. Après l'intérim exercée par le président du Sénat, **Georges Pompidou est élu président de la République en 1969**.

### 3) Les années 1970 : entre continuité et crises

Georges **Pompidou** était un **proche de De Gaulle**. Il **continue** la **politique** entreprise par son **prédécesseur**. **Malade**, il **décède** le **2 avril 1974**. Quelques semaines plus tard, Valéry **Giscard d'Estaing** est **élu**. Issu de la droite non gaulliste, il **mène** une **politique différente** et veut **répondre** aux **aspirations de la jeunesse**. Il **abaisse l'âge du droit de vote de 21 à 18 ans**.

Mais en 1973 et en 1979, deux chocs pétroliers secouent le monde, faisant augmenter le prix du carburant et de l'énergie. Les évolutions de l'économie mondiale doivent aussi être prises en compte en France. Les crises économiques et sociales des années 1970 touchent la France, malgré les efforts de l'Etat qui développe la production d'énergie nucléaire pour garder une autonomie.

### 4) De l'alternance à la cohabitation

**En 1981, François Mitterrand** (Parti Socialiste) est **élu président de la République**. Il est le premier président de gauche élu. On parle de **l'alternance** car la majorité politique à l'Assemblée nationale change, passant de la droite à la gauche en 1981. Avec son ministre Pierre Mauroy, il met en **place des réformes sociales**. La **peine de mort est abolie en 1981**, les **congés payés** comptent une **cinquième semaine**, la **retraite** est fixée à **60 ans**, les **syndicats** sont **renforcés** dans les **entreprises**, les **régions** sont créées et des **nationalisations** ont lieu pour relancer l'économie.

**En 1986**, les **élections législatives redonnent** à la **droite** une **majorité**. **François Mitterrand nomme Jacques Chirac premier ministre**. C'est la **première cohabitation** (1986-1988). Le président garde le pouvoir en termes de défense et de politique étrangère, selon la constitution, mais le premier ministre gère la politique intérieure du pays. Ainsi, J. Chirac décide de mesures plus à droite, tandis que le président est de gauche, comme des privatisations ou la suppression de l'impôt sur la fortune.

D'autres cohabitations ont lieu dans les années 1990.

## IV. Les évolutions de la société entre les années 1950 et 1980

### 1) Une période de croissance économique (1950-1973)

La Seconde Guerre mondiale a pris fin en 1945. S'il a fallu **refonder la République**, il était aussi nécessaire de **reconstruire le pays**. C'est une période de **plein emploi et de forte croissance économique** (*augmentation de la production*), dépassant les 5% par an. L'aide du plan Marshall (1947) permet à l'économie française de se relever et d'en faire profiter sa population.

La **société s'équipe** et achète une **voiture individuelle** ou de **l'électroménager** (réfrigérateur, lave-linge ou aspirateur) qui changent le quotidien. La **baisse du temps de travail hebdomadaire**, les **hausse de salaire** et **l'augmentation des congés payés** profitent à la société, qui peut partir en vacances ou acheter un logement.

La **population française tend à aller habiter en ville**. Ce phénomène qui s'est amorcé à la fin du XIXe siècle s'amplifie dans les années 1950-1960 et de **grands ensembles** sont construits (comme à Sarcelles ou la Cité radieuse de Marseille). Dans les années 1970-1980, de **grandes zones pavillonnaires** sont construites pour accueillir les populations qui quittent les grands ensembles, on parle de la **périurbanisation**.

## 2) Les femmes dans la société : des droits qui évoluent

Après le **droit de vote en 1944**, les **femmes** veulent accéder au travail et sont de plus en plus nombreuses, passant de 4,7 M en 1946 à plus de 8 M en 1970. Ayant un **niveau de qualification plus élevé** du fait d'un **temps de scolarisation plus long**, elles sont plus que les secrétaires (comme l'image des films le renvoie) et peuvent devenir avocates ou médecins.

**Les droits des femmes évoluent.** En 1965, les femmes peuvent ouvrir un compte à la banque sans l'accord de leur mari. En 1970, elles partagent l'autorité parentale avec le père de leur enfant et c'est en 1975 qu'elles peuvent divorcer par consentement mutuel. **L'égalité homme / femme est une longue conquête**, inachevée. En 1967, les Femmes doivent être payés à égalité avec un homme pour un même emploi. Mais ce n'est qu'en 1983 que l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est décidée par une loi.

C'est la **contraception** et plus encore **l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG)** qui sont des enjeux dans les années 1970. En 1967, une loi autorise la vente de contraception et de contraceptif, comme la Pilule. Les débats à l'assemblée et dans la rue sur la Loi Veil montrent les changements dans la société. Les manifestations comme celles du Mouvement de Libération des Femmes (MLF), qui milite pour le droit à l'IVG dans les années 1970, donne à voir la volonté des femmes à décider par elles-mêmes. Pour un avortement illégal, elles pouvaient perdre leur emploi, être condamnée d'une peine de prison alors que les risques de mort étaient importants. La loi sur **l'IVG est votée en 1975** les protégeant médicalement et juridiquement, et le remboursement par la sécurité sociale en 1982.

## 3) S'intégrer dans la société française : le cas des immigrés

**La France recrute.** Des filières migratoires existent depuis la fin du XIXe siècle. Des Italiens, des Polonais, des Belges ou encore des Espagnols et des Portugais constituent **les immigrés qui viennent en France**. Au cours des années 1950, d'autres nationalités d'immigrés rejoignent la France, tels que des Algériens, des Marocains et des Tunisiens, issus des ex-colonies maghrébines. Dans les années 1970, **l'immigration est stoppée nette par la crise économique**. L'Etat encourage le retour des populations dans leur pays d'origine, mais permet aussi des regroupements familiaux.

Ces **migrations sont encouragées par l'Etat** qui recrute une **main d'œuvre peu qualifiée**. Les immigrés travaillent dans **l'industrie** (automobile, sidérurgique) ou dans le **bâtiment**. Le mal-logement les touche. Ils habitent dans des bidonvilles ou des cités dans les grands-ensembles dans les grandes banlieues (Paris, Marseille, Lyon ...). Dans les années 1980, ils étaient principalement touchés par le chômage.

## 4) Le chômage touche la société française

Avec la **crise économique des années 1970** et plus encore des **années 1980**, il y a une **récession** (*faible augmentation de la production*). La robotisation remplace les ouvriers dans les usines et les emplois qualifiés sont plus nombreux, excluant une partie de la population, tels que les immigrés, les femmes ou les jeunes sans diplôme. Le **chômage longue durée** (+ *1 an*) **fait son apparition**, tout comme la **pauvreté**.

Afin de palier ce problème, **l'Etat crée l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)** en 1967 afin de gérer les chômeurs (personne qui recherche un emploi) et de leur trouver un travail. Dans le contexte de la récession, la crise de l'emploi voit l'augmentation du nombre de chômeurs, touchant massivement les jeunes des années 1980, mais toute la population en général.

Le **chômage provoque** aussi la **pauvreté**, et de plus en plus de personnes se retrouvent à la rue. Les Sans Domicile Fixe avaient pu trouver un logement dans les (Habitat à Loyer Modéré) HLM des années 1950-1960. Dans les années 1970-1980, la situation est tendue et les associations cherchent à venir en aide aux plus démunis. Les **Restos du Cœur** lancés par l'humoriste **Coluche** en **1985** amorcent l'aide aux plus pauvres en distribuant des repas gratuitement et sans condition. L'Etat crée le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) qui offre à toute personne un revenu minimum pour vivre décemment.

Le **chômage est considérable** dans les **grands ensembles** provoquant des **tensions** et des **violences** au cœur des années 1980, en plus des manifestations dans tout le pays (jeunes, ouvriers, chômeurs ...).

#### 5) L'élargissement de la culture et la médiatisation

La **radio se démocratise pleinement**, avec l'ORTF ou des radios clandestines, puis privées. Dans les 50's et 60's, la jeunesse veut changer et sortir de la guerre. Les blousons noirs, les Yéyés font parler d'eux. Elvis Presley est entendu sur les ondes avec le Rock. En France, les 60's voient apparaître des « vedettes », telles que Sheila, France Gall, Johnny Halliday ou Claude François. Sur les ondes des 70's, les Beatles ou les Pink Floyd se font entendre. Les 80's voient apparaître des groupes de Pop rock comme Queen ou Genesis.

La télévision se répand dans les foyers français, passant de 1,3 M en 1960 à 11 M en 1973. **L'ORTF diffuse des programmes marquant les générations.** « Bonne Nuit les Petits » est regardé par les plus petits tandis que les grands peuvent profiter d'Intervilles avec Guy Lux. Léon Zitrone présente le **Journal Télévisé** et André Castelot, avec Alain Decaux, présente des émissions plus documentaires et historiques comme « la Caméra explore le temps » ou « Alain Decaux raconte ». Dans les années 1980, de nombreuses émissions de divertissement se développent comme « Champs Elysée » ou « Récréa 2 ».

**Le cinéma est en plein essor.** Les Françaises et les Français vont voir des stars internationales telles que **Audrey Hepburn** dans « My fair layd » ou **John Wayne** dans « Le Jour le plus long ». Mais le cinéma français est aussi très actif : **Brigitte Bardot**, Romy Schneider, Catherine Deneuve, Lino Ventura (d'origine italienne), **Bourvil**, **Louis de Funès**, Alain Delon, Jean-Paul Belmondo... sont vus par les spectateurs. « **La Grande Vadrouille** » sorti en 1966 est resté pendant plus de trente ans le film le plus vu en France. Dans les années 70 et 80, des **films** mondialisés font leur apparition côtoyant les films français, comme « Star Wars », « Platoon » ou « E.T. » ; ou des **séries** « Starsky et Hutch », « la Petite maison dans la prairie » ou « le prince de Bel air » ; ou des **dessins animés** « Candy », « Goldorak » ou « Transformers ».

C'est aussi la période au cours de laquelle la presse se développe, et la **population se politise**, comme en Mai 1968. Les élections présidentielles sont de plus en plus médiatisées et en 1974, le premier débat entre les deux candidats F. Mitterrand et VGE est diffusé à la télévision, comme ceux de 1981 et 1988.